

SAINT-MARTIN DE CRAU

Grève chez EPC France : ça sent la poudre à la Dynamite



Une bonne trentaine de salariés ont bloqué l'accès à l'entreprise, hier, sur le site de la Dynamite.

/PHOTO VALÉRIE FARINE

Vous pouvez finir votre casse-croûte, ils nous reçoivent dans 10 minutes", lance Giuseppe Ambrosio, secrétaire du comité central d'entreprise. Ils, ce sont les dirigeants saint-martinois d'EPC France, à qui les salariés de l'entreprise (ex-Nitrochimie, sur le site de la Dynamite) demandaient des comptes, hier matin, alors que 14 des employés du site ont reçu leurs lettres de licenciement, dans le cadre d'un plan social qui concerne 44 postes sur l'ensemble des sites de la société. Et sur ce site où on fabrique des explosifs, la pilule a beaucoup de mal à passer. Hier matin, la majorité des salariés a débrayé, avec un piquet de grève qui a empêché tant la production que le transport des marchandises, les poids lourds restant bloqués au portail.

Alors qu'une précédente grève

avait eu lieu le 1^{er} octobre dernier (notre édition du 2 octobre), "la direction n'a pas du tout infléchi sa position", regrette Christian Andrieux, délégué central syndical CGF.

Pire, Christian Andrieux s'émeut de certaines décisions de l'entreprise. "Pour les gens qui ont reçu leur lettre de licenciement, certains ont eu une offre de reclassement, pour des postes près de Lyon, Nantes ou Metz, et d'autres non,

s'étonne-t-il. Et pourquoi a-t-on embauché des gens en CDD, ici à Saint-Martin, et des intérimaires? Nous disons que ces licenciements ne sont pas justifiés, on enlève du travail à quelqu'un pour le donner à un autre!"

"On n'est pas décidés à être traités comme les esclaves des temps modernes, tempête quant à elle Michèle Catelan, déléguée centrale syndicale CFE-CGC, elle-même concer-

née par le plan de licenciement, avec reclassement près de Nantes. Ce sont des licenciements opportunistes, pas économiques, on se débarrasse des personnes indésirables à l'usine de Saint-Martin. Et on ne respecte pas le plan de sauvegarde de l'emploi, qui stipule que les salariés doivent être repositionnés dans l'entreprise en leur donnant les formations nécessaires. On va continuer le mouvement, et on envisage d'occuper l'usine."

En espérant que quelqu'un se préoccupe de leur cas. "On regrette l'inertie des pouvoirs publics, on aimerait bien qu'ils fassent respecter la loi mais on n'a pas l'air de beaucoup les intéresser, souffle Michèle Catelan. C'est vrai qu'on n'est pas EADS. On est petits..." Petits, mais remontés contre la direction, qui n'a pas souhaité s'exprimer, hier.

Christophe VIAL

FABRICATION ET TEST D'EXPLOSIFS

L'ex-entreprise Nitrochimie, renommée EPC France il y a environ trois ans, fabrique des explosifs à Saint-Martin de Crau, au lieu-dit La Dynamite, depuis plus de 120 ans. Aujourd'hui, ils sont encore 66 à faire tourner l'usine, qui produit chaque année 6 000 tonnes d'explosifs, utilisés dans les carrières ou sur différents grands chantiers dans le pays. Le plan de licenciements est consécutif à une fusion avec Alpha-Roc, entreprise qui a des activités très semblables à EPC France.

Ch.V.